
Présentation Sectorielle : Education

En Guinée, le secteur de l'éducation regroupe les sous-secteurs suivants :

- i) l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation,
- ii) l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle et
- iii) l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique

Une lettre de politique sectorielle de l'éducation servant de gouvernail est élaborée sur la base des recommandations des assises nationales des états généraux de l'éducation de 2008, du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP III) de 2013, des engagements internationaux en faveur de l'Éducation Pour Tous (EPT) ainsi que la volonté politique du Gouvernement de la 3^{ème} République.

Un certain nombre de défis à relever y sont consignés notamment (i) un taux insuffisant de couverture et de rétention à tous les niveaux d'enseignement et de formation par rapport aux objectifs de l'EPT, (ii) des disparités de zones, de genre et de revenus et (iii) la persistance des problèmes d'analphabétisme.

Concernant la qualité, la faiblesse de l'efficacité interne et externe est causée entre autres par : (i) la qualification des enseignants ; (ii) les effectifs pléthoriques dans les salles de classe ; (iii) la prédominance d'enseignements théoriques (insuffisance d'ateliers, de laboratoires et de bibliothèques) ; (iv) la faible adéquation des profils du secondaire avec les filières de formation aux niveaux du technique / professionnel et du supérieur ; (v) l'insuffisance de matériels didactiques et de manuels au secondaire ; (vi) la faible qualification du personnel d'encadrement (vii) l'inadaptation des formations aux besoins du marché de l'emploi ; (viii) l'absence d'établissements secondaires techniques d'excellence et (ix) l'insuffisance numérique, le vieillissement et la faible motivation du corps enseignant.

Situation actuelle

La formation professionnelle et technique reste déficitaire, inadaptée et faiblement financée. L'Enseignement supérieur se caractérise par une prolifération d'institutions (19 institutions publiques et une soixantaine d'Institutions d'Enseignement Supérieur privées) avec environ 107.000 étudiants en 2009-2010, encadrés par environ 1.819 enseignants-chercheurs dont moins de 20% sont titulaires d'un doctorat.

Pour lever les insuffisances et contraintes qui affectent le secteur de l'éducation en Guinée, le Gouvernement œuvre depuis 2010 à bâtir un système éducatif solide, cohérent et efficace à travers une politique consistant à : Développer l'enseignement technique et professionnel et favoriser l'émergence

Evolution Budget Education

- 2006 : 5.7%
- 2009 : 11.3%
- 2013 : 16.8%

Nbre d'Établissements Sup.

- IES Publiques : 19
- IES Privées : 30
- IRS : 30

Source: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

de compétences requises aux secteurs porteurs de croissance ; améliorer le taux de scolarité et renforcer l'enseignement de base au niveau du primaire et du secondaire ; le développement des infrastructures, l'introduction des manuels et documentations adéquats ; Intégration optimale des TIC dans le système éducatif ; Améliorer la qualification des enseignants, formateurs, et chercheurs.

Avantages concurrentiels

Au niveau de la gestion et de la gouvernance, l'Etat s'est fixé un certain nombre d'objectifs spécifiques aux différents sous-secteurs qui composent le secteur éducatif : i) au primaire, l'objectif fondamental est la scolarisation universelle à l'horizon 2025. Avec la participation du secteur privé, des communautés et des partenaires au développement, le Gouvernement développera, d'ici 2020, des stratégies pour augmenter le taux brut d'inscription au CP de 84 à 100% (94% en 2017), diminuer le redoublement de 16 à 5% (11% en 2017) et porter en 2025 le taux brut d'achèvement de 59 à 100% (72% en 2017) ; ii) au niveau de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, à l'horizon 2022 les effectifs pour le niveau de type A4 atteindront 54 000 apprenants (34 977 en 2017), le type B, 27 000 (17 165 en 2017) et ceux de la formation professionnelle de courte durée 18 000 (9567 en 2017) ; iii) au niveau de l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique, le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants sera stabilisé à 826 avec une diminution de la part du privé, passant de 25 à 10%. L'Etat réduira aussi la proportion des étudiants du privé qu'il prend en charge. L'enseignement à distance sera appelé à accueillir un nombre croissant d'étudiants, sa part passera de 7 à 20% des effectifs. La modération de la croissance des effectifs totaux permettra de porter le coût unitaire par étudiant du public de 1,23 unité de PIB par tête à 2,20. L'augmentation sera essentiellement orientée vers les dépenses pédagogiques.

Les Opportunités en Bref

Dans sa politique de développement d'un secteur éducatif efficace centré sur des enseignements en phase avec les besoins réels du pays, trois acteurs clés sont engagés : le Gouvernement, les Partenaires Institutionnels, et le Secteur Privé.

Pour assurer la compétitivité de l'éducation guinéenne, les Investissements Privés et les Partenariats Public-Privé (PPP) sont fortement sollicités dans des infrastructures, des équipements, des techniques et technologies modernes, la formation des formateurs, etc.

Le soutien attendu de l'Education aux secteurs prioritaires se traduit dans de nombreuses opportunités d'investissements.

L'Education pour le secteur de l'Agriculture

Avec une population rurale vieillissante, l'exode rural des jeunes, le faible rendement des cultures, la dégradation progressive de l'environnement et le faible niveau d'exploitation des surfaces agricoles utiles, l'agriculture guinéenne n'arrive pas à assumer ses missions principales qui sont, entre autres: (1) Assurer la sécurité alimentaire ; (2) Protéger l'environnement ; (3) Assurer l'emploi des jeunes ruraux ; (4) Générer des devises à travers l'exportation des produits agricoles.

Pour remédier à cet état de fait, la formation initiale et continue des ouvriers et techniciens agricoles doit s'adapter à la lettre de politique agricole et à la stratégie nationale de formation dans ce secteur.

Or, le dispositif de formation professionnelle agricole et rurale actuel comprenant une Ecole Nationale des Agents Techniques des Eaux et Forêts (ENATEF), un Centre d'Education à l'Environnement pour le Développement (CEED) et quatre (4) écoles nationales d'agriculture et d'élevage (ENAE) ainsi qu'au niveau de l'enseignement supérieur avec l'Institut Supérieur des Sciences Agronomiques de Faranah qui œuvre inlassablement dans la production et vulgarisation des semences améliorées et des techniques agricoles. L'Etat ambitionne la construction d'une université moderne à vocation agricole à ce jour l'étude de faisabilité est en cours de finalisation.

Dans le cadre de l'insertion socioprofessionnelle, il existe un projet de pré-installation des jeunes diplômés (Projet SONGHAI), dans deux écoles spécialisées avec l'appui du PNUD. Il serait souhaitable d'étendre cette expérience aux autres institutions de formation agricole et rurale.

L'Education pour le secteur des Mines

Le secteur minier représente actuellement plus de 80% des exportations, il fournit 20 à 25 pour cent des recettes de l'État (estimé à 210 millions de dollars en 2012) et plus de 10.000 emplois directs (Banque mondiale, 2012). Plus de 200.000 personnes sont estimées être actifs dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or et du diamant principalement.

Ces chiffres illustrent la main d'œuvre peu qualifiée comparativement à ce dont le secteur minier a besoin pour exploiter son potentiel, mais expliquent aussi l'absence de moyens pour investir dans le secteur. Les compagnies en activité, confrontées à une pénurie de compétences guinéennes, se trouvent dans l'obligation de faire appel à de la main d'œuvre expatriée venant de la sous-région ou même hors continent.

Un appui des Partenaires Techniques et Financiers à la Guinée est déployé dans la construction et équipement des Ecoles Régionales des Arts et Métiers (ERAM) au niveau de la formation professionnelle et au niveau supérieur, la construction d'un Centre d'Excellence des Mines et Géologie avec l'Union du Fleuve Mano ainsi que la Construction d'une université à vocation des Mines et Géologie. Ces projets visent à former l'élite nationale pour une meilleure gestion de l'économie minière.

L'Education pour le secteur de la Santé

En matière de besoin en renforcement des capacités, l'existence des écoles de formation professionnelle en santé publique et privée dans le pays garantit certes la mise sur le marché du travail de professionnels de la santé et le renouvellement continu du corps sanitaire mais, par rapport aux normes d'effectif minimum défini par niveau dans la carte sanitaire, le nombre de personnel de santé reste insuffisant.

Face à cette situation, la formation dans le système sanitaire devrait être orientée dans le développement des branches de spécialisation avec une attention particulière à la recherche. Ceci

passer par l'intégration des cycles et des programmes de formation adaptés au besoin pour une amélioration efficace de la gestion numérique des ressources humaines.

Les projets en formation dans le futur devraient également tenir compte de : (1) la création de CHU qui permettra la formation de médecins polyvalents capables de prendre en charge les affections prioritaires du milieu et particulièrement les urgences médicales et chirurgicales ; (2) la réouverture des écoles de formation des sages-femmes et des aides santé ; (3) la formation des catégories professionnelles manquantes actuellement ; (4) la construction d'un centre de formation continue et de documentation ; (5) la construction d'une école de formation des cadres infirmiers ; (6) la formation des responsables des services hospitaliers en gestion de proximité, dans le cadre de la décentralisation et de la réussite de la contractualisation.